

PROJET FILETS SOCIAUX

Echanges techniques entre les structures malgache et comorienne

“Améliorer la participation de la coordination stratégique” de la protection sociale et réactive aux chocs, “échanger sur les aspects opérationnels et stratégiques” des projets filets sociaux de sécurité des Comores et Madagascar ou encore, améliorer les projets filets sociaux de sécurité des Comores et Madagascar sur la base des expériences des deux pays mais, aussi “d’autres pays comme le Burundi” sont, entre autres, les objectifs de cette table ronde financée par la Banque mondiale.

Par Housni Hassani

Des équipes du Projet filets sociaux de sécurité (Pfss) des Comores, Madagascar et du Burundi, et des techniciens de la Banque mondiale ont lancé hier, jeudi 28 juillet, à l’hôtel le Retaj, “un atelier d’échanges techniques” qui, à en croire les organisateurs, avait virtuellement commencé depuis janvier.

Infrastructures de base et réinsertion socioéconomique

Cette table ronde s’inscrit dans le cadre de la politique de protection sociale qui, de l’avis du secrétaire général du ministère de la Santé, ne serait pas réduit au rôle de réponse aux “crises” mais, serait, avant tout, “un outil central de la lutte contre la pauvreté, un outil pour le développement du capital humain, la résilience et la

croissance”, mentionne Aboubacar Saïd Anli. L’objectif principal de cet atelier porte sur “l’amélioration de toute la partie coordination stratégique de la protection sociale et protection sociale relative aux chocs”, a fait savoir la secrétaire générale au ministère malgache de la population, de la protection sociale et de la promotion de la femme, Patricia Miarisoa Rakotonirina. L’intéressée insistera sur la notion de pratiques, qui, à l’entendre, serait matière à apporter des “impacts positifs notamment au développement du capital humain” mais, également, serait une “aubaine pour les femmes de s’intégrer”. En outre, cette réflexion vise à “échanger sur les aspects opérationnels et stratégiques” des projets filets sociaux de sécurité des Comores et Madagascar ou encore, “améliorer les projets filets sociaux de sécurité” des deux pays sur la base de leurs expériences mais, aussi “d’autres pays comme le Burundi”.

Lancé en 2015, et financé par l’Association internationale du développement (Ida) à hauteur de six millions de dollars pour une



durée de quatre ans, le Pfss aux Comores, a reçu, en 2019 après le passage du cyclone Kenneth, un financement additionnel de dix-huit millions de dollars de part de la Banque mondiale pour “couvrir le déficit de financement relatif à la mise en œuvre des activités en réponse à cette catastrophe”.

10% de la population comorienne couverte

D’après un document remis à la presse, “l’objectif dudit projet est d’augmenter l’accès aux services de filets sociaux productifs et de nutrition dans les

communautés les plus pauvres et celles touchées par le cyclone Kenneth”. A ce jour, le “projet a bénéficié à 10.290 ménages, soit 10% de la population comorienne couverte”, de l’avis d’Ibrahima Ahamada, coordinateur national. Les activités du Pfss se concentrent sur des travaux de réhabilitation d’infrastructures de bases communautaires (des écoles primaires pour la plupart) et de réinsertion socioéconomique. Selon toujours le même document, le Pfss enregistrerait “94 infrastructures et 42 travaux en cours de réalisation”. L’atelier sera suivi d’une tournée aujourd’hui dans les villages où ont eu ces infrastructures■